
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

Nº. CXLVII.

Du Dimanche 29 Novembre 1789.

ENCORE de nouvelles preuves que l'esprit public pénétre jusqu'au fond du royaume. Encore des adresses du Bearn. Les communautés Dargelos, Auriac, Uzin, Cobios, Gélós, & la ville de Sauveterre, adhèrent à tous les décrets, ratifient l'abandon de tous les privilèges, & donnent à leurs députés des pouvoirs illimités.

Les bénédictins de Pau, qui ont bien mérité des provinces méridionales, par leur zèle & leurs talens pour l'éducation publique, craignant aujourd'hui leur suppression, réclament aujourd'hui une pension de 1800 livres, demandent à exercer les fonctions pastorales, & des chairs d'enseignement public, avec la moitié des honoraires.

La commune [de Furgère en Annis, s'est laissée emporter à un mouvement] de patriotisme, pour déclarer lâches & infames ceux qui refuseroient de se soumettre aux décrets de l'Assemblée; mais l'infamie est une forte peine qui ne peut être prononcée que par les tribunaux au nom d'un loi expresse.

Les habitans de la ville de Lodève & du Donjeon,

Tome IV.

Dd

en Bourbonnois, annoncent que la contribution patriotique du quart des revenus sera exactement payée.

La commune de Crépi en Valois, & la ville de Lauserte, se plaignent de n'avoir reçu encore aucun décret de l'assemblée, pas même celui de la justice criminelle; que la ville de Lauserte réclame instamment.

La communauté de la Ferté-sur-Aube, en champagne, a fait un don patriotique de l'argenterie de son église.

La ville de Beziers s'élève avec force contre la déclaration de la noblesse de Toulouse. Il paroît par une autre adresse du 12 novembre, envoyée par les légions nationales de cette dernière ville, qu'elle partage les mêmes sentimens.

M. Rabaud de Saint-Etienne a lu l'adresse que les braves & fidèles citoyens de Toulouse ont envoyée à l'assemblée, pour lui exprimer le respect & la soumission à ses décrets; & leur amour pour le meilleur des rois. Sensiblement affectés de quelques écrits ayant pour titre: le premier, *déclaration de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse*; le second, *déclaration du clergé de la même ville*; & le troisième, *droit des pasteurs sur les dîmes*, en forme de remontrances à la nation & au roi, pour les curés du clergé de la même sénéchaussée.

Après avoir dénoncé ces écrits comme séditieux, attentatoires à l'autorité de l'assemblée nationale, & injurieux à la personne du roi, la milice nationale Toulousaine, persistant dans les sentimens patriotiques qu'elle a témoignés dans toutes les occasions, déclare qu'elle a de nouveau juré de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le maintien & l'exécution des décrets de l'assemblée sanctionnés par le roi.

M. Brunet de la Tucque a présenté une adresse de la ville de Nérac, qui demande un décret pour autoriser les municipa-

lités à arrêter entre les mains des fermiers des décimateurs, le quart qui appartient aux pauvres. La lecture de cette adresse a donné lieu à quelques motions relatives à l'affectation d'une portion des dîmes, prononcée par nos loix en faveur des indigens ; mais ces motions ont été renvoyées à lundi deux heures ; peut-être dans le système actuel sur les biens du clergé, cette demande ne peut-être exécutée. La suppression de la dîme a anéanti les loix qui en prononçoient la division & la destination ; & la classe si précieuse des pauvres sera sans doute la première que l'assemblée dotera d'une manière invariable dans la nouvelle distribution des richesses ecclésiastiques.

On avoit décidé à la précédente séance de s'occuper de l'état urgent des finances, & M. Anson, membre de ce comité, a rapporté le travail fait, de concert avec le ministre de cette partie, pour justifier que les besoins de l'état, pour ces deux derniers mois de 1789, se portoient à 90 millions. Il falloit un certain courage pour faire ce rapport, car il y avoit un grand nombre d'articles sur lesquels l'assemblée n'a pu s'empêcher de témoigner son improbation.

La clôture de Paris, ordonnée pour le seul intérêt du fisc, & exécutée avec un luxe scandaleux, a excité de vifs murmures. La même défaveur s'est montrée sur les dépenses des élections de Paris & de la vicomté, sur les paiemens des créanciers de M. le comte d'Artois, sur les boues & lanternes, sur les carrières & travaux ; les dépenses de l'Opéra n'ont pas échappé à la censure de l'assemblée.

De ces différens articles, M. Anson concluoit qu'il falloit chercher les moyens de rembourser à la caisse d'escompte 90 millions, dont elle seroit créancière, en prêtant encore 30 millions nécessaires pour la dépense du restant de l'année.

M. d'Ambli & plusieurs autres membres ont demandé

l'impression de l'état de situation dont M. Anson venoit de faire lecture ; M. Fréreau a demandé d'abord si la communication de cette pièce étoit authentique, c'est-à-dire, signée par le ministre. On a répondu que l'état étoit signé de M. Dufresne, directeur général du trésor royal.

M. le prince de Poix croyoit que cette signature étoit suffisante. Mais M. Dufresne n'a pas les pouvoirs de l'administration, a répondu M. Fréreau ; il n'y a de répondant vis-à-vis la nation que le ministre & M. Lambert ; il faut donc la signature de quelqu'un qui puisse répondre à la nation. Je demande que l'état lu par M. Anson soit renvoyé sur-le-champ pour être signé par le ministre, & qu'il en soit de même pour tous les autres états communiqués par le ministre des finances.

M. Fréreau a été applaudi. En effet, si la nation a déclaré qu'elle payeroit les dettes du gouvernement, il importe que ses représentans aient des états fidèles, des états authentiques ; il faut que toutes ces pièces soient mises sous les yeux de l'assemblée, autrement les travaux sur les finances ne seroient qu'une esquisse imparfaite, une opération indigne de foi, ou plutôt un crime & un abus de confiance envers la nation.

« Vous venez d'entendre un récit douloureux, a dit M. Malouet, mais vous ne devez pas oublier que le ministre vous supplie de vous occuper de l'état urgent des finances. Qu'est-il arrivé depuis trois mois, époque à laquelle le ministre a offert toutes les pièces nécessaires ? le comité a dû les voir s'il s'est occupé de l'examen des recettes & des dépenses ; si le comité s'est contenté des pièces remises, je n'entends pas comment on peut inculper le ministre. ... »

Ici l'orateur a été interrompu, & l'on n'a entendu que ces mots bien honorables pour celui qui en étoit l'objet.

Personne n'inculpe le ministre ; on n'en a pas même l'idée.

« Il n'est pas question ici de M. Necker, a dit M. de Mirabeau. »

Alors M. le Président a observé à M. Malouet, que M. Necker n'étoit inculpé en aucune manière.

« Je crois en effet, a répondu M. Malouet, que l'assemblée nationale rend justice à un ministre cher à la nation... il n'est pas possible que depuis trois mois votre comité n'ait vérifié toutes les pièces. Vous lui avez accordé un certain degré de confiance; il a donc dû s'occuper dans le plus grand détail de ces objets de ces calculs que l'on ne peut faire dans des séances publiques; il a dû rejeter des pièces défectueuses, & le ministre fournir aux dépenses nécessitées par les circonstances actuelles. Tous ces objets ont été payés, parce qu'il falloit les payer; c'est à vous de séparer les dépenses inutiles. Prononcez; le ministre des finances se portera avec plaisir à ces réformes. Je demande, comme un moyen de satisfaire aux vues de l'assemblée, qu'il soit adjoint quatre commissaires au comité des finances pour examiner les différens états & pièces justificatives, & réformer les abus en finances.

M. Anson a observé que l'état qu'il venoit de lire, étoit un état de mois, donné par M. Dufresne, pour faire connaître au ministre l'état du trésor public.

« Quant à l'article des boues & lanternes, a-t-il ajouté, il a été racheté trois fois par les propriétaires de Paris, & les fonds en ont été versés au trésor-royal ».

M. Fréteau, toujours fidèle à ses principes, insistoit encore pour que l'état fût remis en forme authentique, vu qu'il ne présentait que ténèbres & injustices.

MM. de Custine & Camus ont appuyé cette motion; ce dernier, qui avoit la parole pour demander que tous les états de finance fussent également signés par le ministre,

ainsi que toutes les pièces justificatives ; a profité de ce moment pour faire incurSION sur les pensionnaires.

» Lorsque ceux-ci , a-t-il dit , obtenoient deux ou trois pensions , & qu'ils prévoyoient ce qui est arrivé aujourd'hui , ils cherchoient d'en faire perdre la trace , en se faisant placer dans les emprunts pour le capital de la pension. Le contrôleur-général , changeant fréquemment , ne pouvoit suivre les traces de ces déguisemens honteux ; & si les subalternes ne changeoient pas , du moins ils perdoient la mémoire de ces faits , & personne n'ignore qu'il existe dans tous les départemens entre le ministre & le commis , ce qu'on appelle le *livre rouge* , qui fait mention de toutes ces honteuses déprédations.

« Il y a , dit-on , 200,000 livres à payer pour ces deux mois aux créanciers de M. d'Artois ; mais ne sommes-nous pas responsables à nos commettans de tout ce que nous aurons accordé , qui n'est pas dette nationale ?

L'assemblée a été scandalisée de la somme considérable portée pour les frais des élections ; mais les districts ont payé leurs frais , & la dépense portée en compte me paroît excessive. Il faut porter la lumière dans tous ces réduits ténébreux.

M. l'abbé Gouttes a pris un ton plus gai sur cette matière intéressante. « Les abus règnent dans tous les genres , a-t-il dit ; les boues & lanternes sont portées en dépense , & on les dit rachetées : on dit aussi qu'il y a des pensions , & l'on ne peut disconvenir qu'on ne peut supporter tant d'abus sur les lanternes , & tant de pensions sur le *clair de lune*.

» On vous porte encore en dépense les travaux des carrières qui sont sous la ville de Paris ; mais je crains bien que ces travaux soient aussi obscurs que les lieux où on les fait.

Les communautés religieuses forment dans cet état un objet de dépense ; mais on ne nous dit rien de toutes les pensions mises sur les économats.

« Quant à l'opéra, on dit qu'un sieur Viotti a voulu se charger de ce spectacle, en offrant au gouvernement un bénéfice de 400 mille livres. . . . Comment, dans nos provinces, ferons-nous entendre aux paysans qu'ils doivent payer l'opéra de Paris ? Je demande que ces objets soient renvoyés au comité pour en examiner le détail. »

« L'existence de ce qu'on appelle *le livre Rouge*, a dit M. Fréteau, est prouvée dans un mémoire auquel je me plais à rendre justice ; c'est un monument du zèle & de l'intégrité de M. Necker. Ce mémoire, publié en 1788, contient, à la page 218 des observations essentielles sur une augmentation de 40 millions d'un emprunt fait par l'abbé Terrai. Il observe, dans ce mémoire, qu'à la vérité cet emprunt a été grossi, mais qu'il n'en est rien entré dans le trésor public. Ce sont les représentations des dons & des faveurs accordées à gens qui n'ont jamais prêté à l'état, mais auxquels il paroît plus facile d'accorder des parchemins & des contrats que de l'argent. . . . Les livres rouges existoient pour tous les départemens, & leur existence a été prononcée devant le roi lui-même & devant les princes aux assemblées solennelles dont j'étois membre. J'insiste sur la communication des états signés par le ministre.

M. Pison du Galand a appuyé cette motion par un passage d'une réponse de M. Necker à un discours de M. de Calonne aux notables.

« Il ne faut pas consumer le temps à discourir quand il est question de secourir, a dit M. Dupont. On pourvoira aux abus par la responsabilité ; mais il faut pourvoirement assurer le salut de l'état, sans à punir ceux qui auroient fait un mauvais emploi des secours accordés. »

On est allé aux voix sur la motion de M. Fréteau, & sur les amendemens de MM. Camus & Malouet.

Il a été décrété que l'état des finances seroit signé par le ministre & communiqué d'une manière authentique; que tous les états de finances seroient également signés; ainsi que les registres qui contiennent la conversion des pensions en bons, pour être fourni au trésor royal, pour les emprunts ou autres manières; que ces états seroient remis au comité des finances, pour être communiqués à chacun des membres de l'assemblée qui voudroit en prendre connoissance, & qu'il seroit nommé quatre commissaires, adjoints au comité des finances, pour examiner les différens états & pièces justificatives, & rapporter les abus en finance qui peuvent avoir été commis.

Après ce décret, on s'est occupé du plan de banque nationale. M. Bouchotte avoit proposé, 1°. de remettre la caisse descompte au même & semblable état où elle étoit avant 1787, & par conséquent de lui rembourser les 70 millions qui lui sont dus; 2°. de mettre en circulation, en faveur des pauvres, pour 30 millions de monnoie de billon divisés en pièces de trois & six sols; 3°. d'établir en faveur du commerce intérieur une monnoie d'or, dont chaque pièce, pesant 4 & 8 louis; sera accréditée, pendant dix ans au moins, pour un cinquième, & au plus pour un tiers remboursable à cette époque; 4°. de diminuer les sommes annuellement dues pour les dépenses, les rentes & intérêts, & de convertir en contrats une portion des effets suspendus au moyen d'une opération simple, volontaire, & aussi favorable aux créanciers qu'à l'état; 5°. de réunir les caisses de consignation & des dépôts judiciaires sous l'inspection d'un receveur général; 6°. de mettre le décret du 4 août, relatif au rachat des droits seigneuriaux; dans le cas

d'être facilement exécuté sans ruiner le seigneur, & sans gêner le propriétaire; 7°. enfin, de détruire les abus de l'agiotage, au moyen de l'établissement d'une caisse d'amortissement.

M. Bouchotte examinoit ensuite la possibilité de ces opérations, en tâchant de prouver qu'aucune d'elles n'avoit l'inconvénient de celles proposées par le ministre, & que le résultat étoit le même; mais ce plan n'a pas paru obtenir plus de suffrages qu'un autre proposé par M. Cossine.

M. Darenbure, membre du comité des finances, étoit persuadé que l'assemblée, sans emprunter d'autres secours que celui qui est en sa puissance, peut faire cesser la sollicitude du ministre des finances & des créanciers de l'état. Il se flattoit de démontrer que la recette annuelle sera équivalente aux intérêts annuels de toutes les dettes viagères & perpétuelles, ainsi qu'aux intérêts des assignations à cinq pour cent payés par la caisse nationale; que l'on peut donner en échange des titres de créance de tout genre qui ne sont pas constitués; il croyoit que cette opération importante dépendoit des décrets suivans.

« Déterminer, 1°. l'organisation d'une caisse nationale, & la nomination de ses administrateurs; 2°. la faculté de rembourser par la suite les rentes viagères; 3°. la nomination de six membres de cette assemblée pour présider au bureau de liquidation; 4°. prescrire à tous les créanciers de l'état dont la créance n'est pas constituée, sous quelque dénomination qu'elle puisse être, même pour remboursement des offices supprimés, de se présenter au bureau de liquidation, d'y produire le titre de créance, & de recevoir à la place une assignation sur la caisse nationale, portant cinq pour cent d'intérêt sans retenue, laquelle assignation sera reçue pour comptant dans le paiement des

acquisitions des biens du domaine, ou autres biens de la nation.

M. Casalès a parlé le dernier sur cet objet tout rebattu ; il a eu le mérite d'intéresser par la manière ingénieuse avec laquelle il a présenté de très-bons principes ; M. Casalès rejetoit le plan de banque de M. Necker, auquel il trouvoit les trois plus grands vices qu'une banque puisse avoir ; 1°. d'être une banque, institution funeste par sa nature, comme les cordiaux qui ne soutiennent un moment la vie que pour l'user & la consumer ; 2°. de mettre en circulation des billets qui ne seront pas convertibles en argent à vue ; 3°. de ne présenter pour gage & pour hypothèque que des valeurs nécessairement au-dessous de la somme des billets mis en circulation.

Mais comme les besoins de l'état sont impérieux dans ce moment, & qu'après avoir détruit un plan il faut lui en substituer un nouveau, M. Casalès a proposé à la place du plan de M. Necker, la création de six cents millions de billets, dont le remboursement progressif & gradué sur certaines proportions, auront pour assignât, soit le produit des dons patriotiques, soit le produit des biens ecclésiastiques, soit le produit de la vente des domaines.

Il est cependant vrai de dire, qu'à la fin de son discours, M. Casalès a paru oublier le décret de l'assemblée, du 2 de ce mois, puisqu'il proposoit d'établir que le clergé se chargeroit de retirer avec ses biens une partie des billets mis en circulation ; mais cette idée particulière, échappée dans la rapidité de la discussion, n'empêche pas que M. Casalès n'ait présenté de bons principes sur cette matière.

Avant la fin de la séance, M. Haron, commandant du bataillon de Saint-Roch, a été admis à la barre avec plusieurs officiers des gardes nationales, pour présenter un don patriotique. Son discours, qui a été applaudi, est conçu en ces termes :

N O S S E I G N E U R S ,

« Depuis la révolution glorieuse à jamais mémorable ; qui a préparé la régénération de cet empire , chacun de nous a vu doubler les engagemens envers la patrie. En effet, Nosseigneurs, si, comme soldats, nous avons toujours juré de verser notre sang pour le salut de notre pays, pour l'exécution des décrets de cette auguste assemblée, & pour la gloire du monarque ; comme citoyens aussi, nous avons une obligation sacrée à remplir, celle de concourir au soulagement des malheurs publics ; c'est dans cet espoir que le bataillon de Saint-Roch, dont j'ai l'honneur d'être en ce moment l'organe auprès de vous, vient de poser sur l'autel de la mère-patrie le tribut d'offrande qu'elle a droit d'attendre de chacun de ses enfans. Daignez, Nosseigneurs, voir d'un œil de satisfaction & d'indulgence notre démarche, & permettez-nous de saisir cette occasion solennelle & précieuse, pour renouveler en votre présence, le serment que nous avons déjà fait de ne nous écarter jamais de ce double devoir dont ce noble sentiment nous a conduits devant vous ».

Réponse de M. le président.

« L'assemblée nationale reconnoît avec satisfaction dans les offres généreuses du bataillon de Saint-Roch, le zèle & le patriotisme qui ont animé la garde nationale, & qui ont réuni les sentimens des défenseurs de la nation à tous les sentimens des bons citoyens ».

Ces soldats citoyens ont été invités à assister au reste de la séance.

M. Guillotin a présenté ensuite un autre don patriotique de 5936 liv. au nom de la communauté des maîtres chandeliers de Paris. C'est ainsi que le patriotisme ne cesse de se montrer dans toutes les classes de citoyens.

Demain, point de feuille.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-cinquantième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.